



## APPEL DU 11<sup>E</sup> CONGRÈS DE L'UFICT-CGT DES SERVICES PUBLICS

**Les délégué-es au 11<sup>e</sup> congrès UFICT-CGT, réuni-es à Martigues du 23 au 27 septembre 2024, appellent à une journée de lutte et de manifestations le 1<sup>er</sup> octobre 2024, dans le cadre de la journée de grève nationale interprofessionnelle, public-privé, portée par notre fédération CGT des Services publics et notre confédération.**

Le président Macron a nommé Michel Barnier Premier ministre, au mépris des votes qui ont largement rejeté la politique du gouvernement. Tout le monde l'aura compris, ce gouvernement continuera de mettre à mal les travailleuses et travailleurs en poursuivant ces politiques de réformes antisociales, pilotées par l'Union européenne.

Ce gouvernement annonce vouloir réaliser 110 milliards d'euros de coupes dans les budgets d'ici 2027. La fonction publique territoriale est particulièrement visée. Les collectivités locales sont accusées de creuser la dette.

Pour nous, délégué-es au 11<sup>e</sup> congrès UFICT-CGT des Services publics, rien ne justifie de réaliser ces coupes au nom d'une dette qui n'est pas la nôtre. Il s'agit, encore une fois, de choix politiques : de l'argent, il y en a dans les exonérations de cotisations sociales des entreprises, dans les aides publiques aux entreprises (180 milliards chaque année) et dans le budget militaire qui a augmenté de 40 % (413 milliards d'euros pour les 6 prochaines années) !

Les cadres territoriaux, les professions intermédiaires et l'ensemble des fonctionnaires sont également dans le viseur. Le gouvernement envisage d'ajouter un à deux jours de carence supplémentaires, de supprimer 10 % du traitement en cas d'arrêt maladie, renforcer les contrôles et les sanctions sur les arrêts de travail, s'attaquer à l'ensemble des autorisations spéciales d'absence (réduction des jours enfants malades, pour décès- d'un proche, fête religieuse, etc.).

Le nouveau ministre de la Fonction publique, de la simplification et de la transformation de la fonction publique, Guillaume Kasbarian, a annoncé la couleur : *« nous devons libérer les Français du poids des démarches administratives et débureaucratiser à tous les étages »*, en complète continuation de la ligne Guerini. Il a ajouté : *« que les fruits du travail de Guerini se concrétisent bientôt sur le terrain, en faisant beaucoup plus de place à la reconnaissance du travail, des compétences réelles et du mérite. »*

**Les délégué-es du congrès UFICT-CGT des Services publics disent STOP ! C'est une politique de progrès social que nous revendiquons :**

- L'augmentation des salaires avec un point d'indice à 6 €, la revalorisation des grilles indiciaires dans la fonction publique, la revalorisation des pensions de retraite, et l'assurance de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- L'abrogation de la réforme des retraites. La retraite à 60 ans maximum à taux plein, la défense de la pérennisation de la CNRACL.
- Des moyens pour les services publics territoriaux, avec un réengagement financier de l'État, en prenant en compte les besoins du service public en rapport avec le besoin réel des usagères et usagers.
- Un plan massif d'emplois publics qualifiés.
- La défense de la fonction publique de carrière, c'est-à-dire du statut des fonctionnaires avec l'abrogation de la loi dite de « transformation de la fonction publique » et l'abandon définitif du projet de loi Guerini (notamment de l'expérimentation de ce projet sur l'emploi des secrétaires de mairie), exigence du maintien des catégories A, B, C, et refus de toute facilitation des licenciements des fonctionnaires.
- Le désarmement et la paix partout où il y a des conflits et des risques de guerre.

Cette journée constitue une première étape pour établir le rapport de force dans l'unité la plus large nécessaire pour gagner sur nos revendications nationales et pour gagner nos revendications locales portées contre les mesures d'austérité prises par nos employeurs locaux.

Martigues, le 27 septembre 2024